



La lettre de la sénatrice

***Mercredi 2 novembre 2022
Lettre d'information bimensuelle n°36***

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

Le Sénat s'apprête à débattre du projet de loi de Finances de la Sécurité Sociale et celui du budget 2023.

La hausse du coût de l'énergie, la compensation de la CVAE, l'indexation de la DGF sur l'inflation, l'évolution du dispositif des zones de revitalisation rurale, le rapport récent de la Cour des Comptes sur le financement des collectivités territoriales sont autant de sujets qui ne manqueront pas d'animer nos débats dans les prochaines semaines et pour lesquels je m'emploierai à relayer les attentes des élus.

L'examen du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables va me mobiliser dans l'hémicycle les trois prochains jours.

Après son passage en commission la semaine dernière, le texte sort renforcé d'une volonté accrue d'associer les élus, en premier lieu les maires en amont des projets d'implantations. Si ce texte concerne essentiellement la production électrique à travers l'éolien et le photovoltaïsme, un volet sur l'agrivoltaïsme retiendra toute mon attention, tant l'équilibre entre protection des terres nourricières et développement des énergies renouvelables doit être respecté pour garantir un avenir à nos agriculteurs et nos territoires ruraux.

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

Marie-Claude VARAILLAS



Projet de loi d'accélération des énergies renouvelables: pour une consultation des maires et une planification des projets

Mercredi 19 octobre, la Commission aménagement du territoire et du développement durable (CATDD) a auditionné Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la Transition Énergétique dans le cadre du projet de loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Je suis revenue sur les risques liés à la simplification des procédures et sur la nécessité d'associer en amont les élus et les citoyens, faute de quoi cette accélération pourrait s'avérer contre productive en radicalisant les oppositions.

Par ailleurs, j'ai attiré son attention sur l'absence de planification antérieure et l'insuffisance des moyens humains des services de l'État et des collectivités pour instruire et suivre ces projets.

Enfin mercredi 26 octobre, la Commission aménagement du territoire et développement durable a adopté une version du texte qui sera étudié par le Sénat en séance publique du mercredi 2 au vendredi 4 novembre.

Je présenterai la position du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste (CRCE) et défendrai nos amendements afin de solliciter un renforcement de la consultation des maires et des habitants, le respect du droit de l'environnement ainsi que l'égalité des usagers du service public de l'énergie.

[Lire la vidéo de mon intervention](#)



Le Sénat lance le débat sur l'agrivoltaïsme

Le Sénat a adopté jeudi 20 octobre, en première lecture, une proposition de loi visant à encadrer le développement de l'agrivoltaïsme, une filière combinant activité agricole et production d'énergie solaire, mais qui suscite des interrogations, voire des inquiétudes.

Examiné dans le cadre d'une « niche » réservée au groupe « Les Indépendants », ce texte a donné un avant-goût des débats à venir dans l'hémicycle sur le projet de loi d'accélération des énergies renouvelables.

Si l'essor de l'agrivoltaïsme est réel dans nos territoires, cette pratique est au cœur de multiples problématiques. **Il s'agit, certes, d'une question énergétique, mais aussi et surtout des sujets essentiels que sont le revenu des agriculteurs et la préservation du foncier agricole.**

[*Lire la suite*](#)



Audition préparatoire à la COP27

Mercredi 12 octobre, la Commission aménagement du territoire et développement durable a auditionné 2 experts sur les enjeux de la COP27 qui se déroulera à Sharm El-Sheikh du 6 au 18 novembre

2022 :

- Stéphane Crouzat, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques ;
- Alaa Youssef, ambassadeur d'Égypte en France.

J'ai souhaité revenir sur la situation du Pakistan, victime d'inondations dévastatrices, causées par des pluies de moussons diluviennes que les experts attribuent au réchauffement climatique.

Face à ces conséquences concrètes et désastreuses du modèle économique mondial, j'ai interrogé les ambassadeurs sur les ambitions concrètes qu'ils porteront pour cette nouvelle COP et les objectifs qu'ils souhaitent voir adopter lors de ces négociations, notamment pour imposer aux pays les plus pollueurs qu'ils respectent leurs engagements qui pour le moment ne constituent pas des obligations.

[Lire la vidéo de mon intervention](#)



Le Sénat approuve l'encadrement des cabinets de conseil

Le 19 octobre, le Sénat a voté, à une large majorité, la proposition de loi (ppl) encadrant l'intervention des cabinets de conseil dans les politiques publiques, issue de la commission d'enquête menée par

Phénomène tentaculaire et opaque mis à jour par mon groupe parlementaire, le recours de plus en plus récurrent aux cabinets de conseil privés a coûté plus d'un milliard d'euros à l'État en 2021 alors même qu'il dispose de compétences en interne pour élaborer les politiques publiques.

Au nom du **devoir de responsabilité et de transparence vis-à-vis des Français**, cette proposition de loi vise à en finir avec l'opacité des prestations de conseils privés, en les encadrant mieux, d'une part, et en renforçant les exigences déontologiques des consultants, d'autre part.

La proposition de loi prévoit notamment des amendes administratives en cas de non-respect de la loi.

Elle doit désormais être examinée à l'Assemblée nationale.



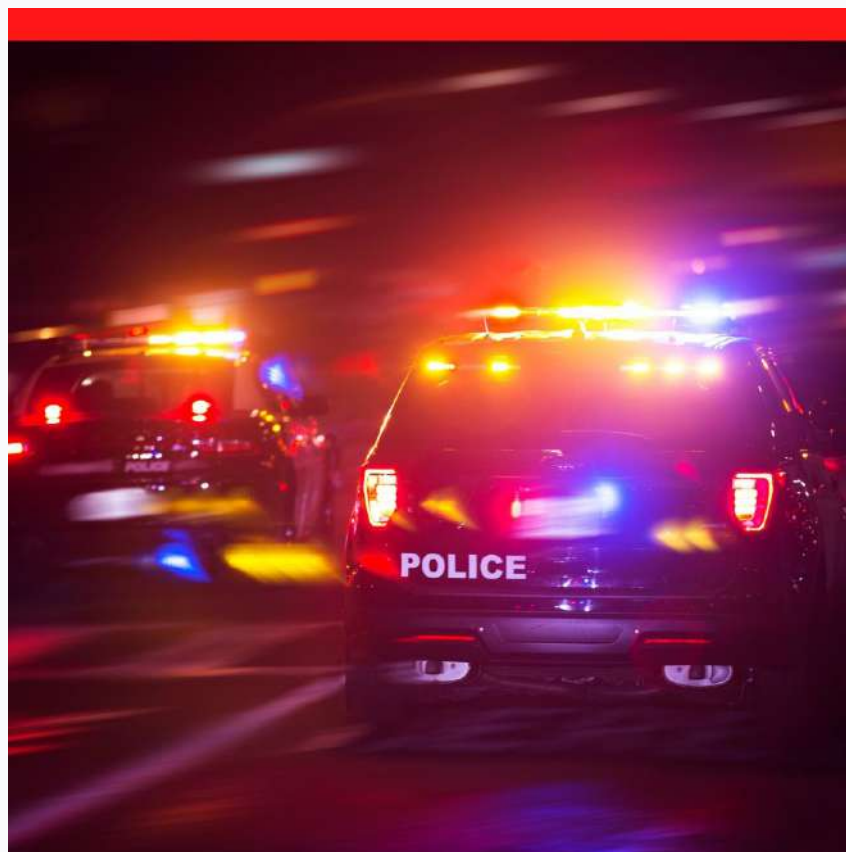
La démarche référendaire sur les superprofits bloquée par le Conseil Constitutionnel

Les bénéfices records réalisés par les entreprises du CAC 40, dont les montants ont atteint près de 160 milliards d'euros en 2021, auraient pu donner lieu à un projet de référendum d'initiative partagée (RIP), ouvrant la voie à une consultation citoyenne sur la taxation des superprofits.

Malgré l'augmentation des bénéfices de 82,9% par rapport à ceux de 2019, le RIP déposé par 242 parlementaires a été retoqué par le Conseil Constitutionnel.

Afin d'éviter les dérives économiques injustes, le débat sur la répartition des bénéfices entre les travailleurs et le capital doit se poursuivre afin d'engager un projet économique partagé.

Les sénatrices et les sénateurs du groupe communiste continueront, en ce sens, de porter la taxation des profits lors de l'examen au Sénat du projet de loi de finances pour 2023. Plus largement, ils seront disponibles et à l'initiative pour poursuivre ce combat de justice fiscale.



Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur

Les sénateurs ont adopté mardi 18 octobre, en première lecture, le projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi). Ce texte marque les grandes orientations du ministère de l'Intérieur pour toute la durée du quinquennat et en définit le budget.

Mon groupe parlementaire regrette que ce texte soit une loi de chiffres, d'effectifs et ne se penche pas sur l'humain, sur le rapport entre citoyen et police, citoyen et service public. Il passe à côté des véritables enjeux des métiers de la sécurité publique.

[lire la suite](#)



Projet de loi Assurance chômage : adoption d'une loi actant un déni de solidarité

Mardi 25 octobre, le Sénat a adopté le projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi.

Avec mon groupe parlementaire, nous avons contesté le texte de loi par le dépôt d'une motion de rejet, soutenue par les groupes Ecologistes - Solidarités et Territoires et Socialistes Ecologistes et Républicains.

Ce texte poursuit la dynamique des réformes précédentes en reportant sur les demandeurs d'emplois la responsabilité de leur situation et en continuant de dégrader leur situation. Suite à la réforme de 2019, 1 million d'allocataires ont perdu 150 € d'allocation par mois alors même que 50 % des chômeurs vivent sous le seuil de pauvreté.

Face à cela, le groupe CRCE souligne l'importance de renouer avec la logique de solidarité salariale interprofessionnelle qui garantit chacun contre le risque du chômage.

[Lire la suite](#)



La majorité sénatoriale rejette l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution

Alors que ce droit, même une fois acquis, est menacé dans le monde, **la droite sénatoriale a rejeté, le 20 octobre dernier, la proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception**, cosignée par le groupe écologiste, le groupe socialiste et le groupe communiste.

Par la voix de ma collègue Laurence Cohen, **nous avons rappelé qu'il s'agit d'une proposition de loi constitutionnelle que porte le groupe communiste depuis 10 ans et qui vise à protéger les femmes à l'heure où la baisse du nombre de gynécologues, la fermeture de plus de 180 centres d'IVG depuis les années 2000, ou encore la montée des mouvements conservateurs menacent le corps, la santé et les droits des femmes.**



Aide financière d'urgence pour les victimes de violences conjugales

Le 20 octobre, le Sénat a adopté à l'unanimité la ppl visant à créer une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales, afin qu'elles puissent, à tout moment, quitter leur domicile.

Selon l'Observatoire national des violences faites aux femmes, en 2019, 213 000 femmes ont été victimes de violences physiques et sexuelles commises par leur partenaire ou ex-partenaire. En 2021, 122 femmes sont décédées sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint, soit une augmentation de 20% par rapport à 2020.

L'aide universelle d'urgence, accordée par la CAF, serait assortie d'un accompagnement social et professionnel.

Elle constituerait un premier pas dans la prévention et la protection des femmes et des enfants victimes de violences.

Actualité en circonscription

Congrès de l'Union des maires de Dordogne



Les interventions et les questions ont essentiellement porté sur les conséquences de l'inflation sur les projets et travaux des communes et des EPCI, le coût de l'énergie sur les budgets, la nécessaire nouvelle étape de décentralisation, le projet de loi de Finances pour 2023, l'évolution du dispositif ZRR et le problème récurrent de la désertification médicale sur notre territoire.



Forum "Femmes et Ruralités"

À l'invitation de Marie-Christine Foudral, présidente du Club Soroptimist de Périgueux, j'ai participé au Forum "Femmes et Ruralité" organisé le 15 octobre.

Lors du discours inaugural, je suis revenue sur mes travaux de co-rapporteuse de « Femmes et Ruralité: en finir avec les zones blanches de l'égalité », rendu par la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Puis j'ai participé à la table-ronde "engagement politique" où nous avons échangé sur nos expériences d'élues dans un territoire rural, aux côtés de Pascale Martin, députée de la première circonscription de la Dordogne, de Priça Mortier, Maire de St Victor et de Joaquina

Weinberg, ambassadrice du réseau « élue locale » en Dordogne.

Un moment particulièrement convivial et des échanges très constructifs qui se sont poursuivis toute la journée, autour de 3 tables rondes abordant la santé et le social, le monde économique et enfin, la vie culturelle.



Dotation d'équipement des territoires ruraux 2023

La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) et la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) permettent de soutenir certaines opérations d'investissement réalisées par les communes ou les établissements de coopération intercommunale.

A l'invitation de Monsieur le Préfet, cette séance de travail nous a permis de valider les règles d'attribution de la DETR 2023 et fera l'objet dans les prochains jours d'une circulaire à destination des communes et communauté de communes.

Les projets devront être déposés en Préfecture avant le 31 décembre 2022.



Inauguration de la cantine de Blis et Born

J'étais présente à l'inauguration des travaux de rénovation du restaurant scolaire et de la cuisine de l'école de Blis-et-Born, aux côtés de Michel Beylot, le maire, d'Isabelle Desmond, maire déléguée, de Jacques Auzou, président du Grand Périgueux, du Secrétaire Général de la Préfecture, des conseillers départementaux et de nombreux élus.

50 enfants mangent quotidiennement sur place et une attention particulière a été portée à l'acoustique et la prévention des risques pour les employés. Les menus sont essentiellement confectionnés en régie à partir des produits locaux et bios pour le plus grand plaisir des enfants.

Cette démarche s'inscrit dans la politique départementale d'accompagnement des collèges vers le 100% bio et local. Dans le contexte de crise sanitaire que nous vivons, le projet d'alimentation durable est plus que jamais d'actualité.



Comice agricole de Lanouaille

J'étais présente à la 198e édition du comice agricole de Lanouaille, aux côtés de Monsieur le préfet, Monsieur Cubertafon, député de la 3e circonscription, mon collègue Serge Mérillou, le Colonel JP Demange, commandant du groupement de gendarmerie de la Dordogne et de Marie Griffaton, présidente de la FDSEA.

Ce rendez-vous incontournable met à l'honneur le monde agricole, les éleveurs et les produits de notre terroir.

Un absent cette année, le foie gras. Après la grippe aviaire qui a décimé les élevages de canards de notre département, les éleveurs ont perdu leur production et ne sont toujours pas indemnisés à ce jour. C'est un point sur lequel je suis revenue lors d'un échange ultérieur avec Monsieur le préfet.

Bassillac et Auberoche : 33e festival BD en Périgord

Pour cette nouvelle édition du festival BD en Périgord, je suis ravie d'avoir pu découvrir, comme chaque année, le travail d'écrivains mais aussi d'illustrateurs, à l'instar de celui d'Émile Bravo, l'invité d'honneur de cette 33e édition.

Une quarantaine d'auteurs étaient présents, un BD-Concert était organisé, 10 expositions et des conférences qui s'étaient sur le week-end, toujours animées autour des valeurs humanistes et de fraternité.

Je salue le grand travail des artistes et celui de la centaine de bénévoles qui font vivre ce festival et permettent au public de s'immerger dans le monde de la bande-dessinée.

TRIBUNE LOGEMENT: "Rénovation thermique : pour un choc d'efficacité et de dignité "

Je publie ce mois-ci dans la Revue du Trombinoscope avec ma collègue Marie-Noëlle Lienemann, une tribune, sur l'urgence à accélérer la rénovation thermique des logements. Notre groupe a déposé en juin 2022 une proposition de loi sur l'accès au logement et le pouvoir d'achat dans laquelle nous faisons de nombreuses propositions:
[lire la tribune](#)

Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE

Protéger les collectivités territoriales de la hausse des prix de l'énergie en leur permettant de bénéficier des tarifs réglementés de vente de l'énergie

Retrouver la proposition de loi : [ici](#)

En application de l'article 73 quinquies du Règlement, invitant le Gouvernement à sortir le système électrique des mécanismes concurrentiels du marché européen

Proposition de la résolution : [ici](#)

Revenir sur le projet du Gouvernement à revenir sur le projet de classement de la basilique du Sacré Coeur aux monuments historiques, au nom de la mémoire de la commune de Paris et des communards

Proposition de résolution : [ici](#)

“
Questions écrites au
gouvernement”



[Retrouvez les dernières questions écrites adressées aux membres du Gouvernement:](#)

- **Question écrite adressée à Madame la ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères sur la détention de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri** : [ici](#).
- **Question écrite adressée à Monsieur le ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires sur la contribution de la TGAP** : [ici](#).

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

